

Joseph-Hermas Leclerc 1877 - 1945

Lors de sa toute première édition, le 20 juin 1935, *La Voix de l'Est* annonce à la une que le maire de Granby, Joseph-Hermas Leclerc, abandonne la charge de président de la Commission scolaire, fonction qu'il occupe depuis douze ans. Mais cet industriel prospère ne jouit que d'un court répit. En effet, dès le mois d'août suivant, une délégation se rend à son domicile pour le prier de se porter candidat libéral dans l'élection fédérale prévue pour le 14 octobre. Après s'être assuré que Ernest Boivin, ancien député de Shefford, ne briguera pas les suffrages, J.-H. Leclerc se lance sans la course électorale et gagne son pari. En 1940, il est réélu député de Shefford avec la majorité la plus forte jamais obtenue dans le comté depuis la Confédération. Toutefois, J.-H. Leclerc ne se représente pas en 1945 : déjà malade, il décède en octobre de la même année. Né à Saint-Germain, comté de Drummond, le 12 juillet 1877, il avait soixante-huit ans au moment de sa mort.

Propriétaire d'une beurrerie à Foster, J.-H. Leclerc était venu s'établir à Granby en 1914. Dès son arrivée, il fonda la Laiterie de Granby, une entreprise qui, en l'espace de quelques années, allait devenir l'une des plus importantes du genre au Québec. Très impliqué dans sa nouvelle communauté, J.-H. Leclerc sera président de la Chambre de commerce pour deux mandats, échevin pendant huit ans et maire de la ville pour six ans. Cela explique sans doute que lors de ses funérailles, les deux journaux locaux réservent deux colonnes complètes à la liste des personnes qui y assistent.

M e m b r e
de l'équipe libérale dirigée par



Joseph-Hermas Leclerc

Mackenzie King qui reprend le pouvoir, en 1935, après cinq années de régime conservateur, J.-H. Leclerc prononce son premier discours en Chambre à la suite de l'exposé financier annuel de 1938. Il s'était contenté jusque-là de poser quelques questions brèves et ponctuelles. Dans ce discours, il dénonce le favoritisme du fédéral envers les producteurs de blé de l'Ouest. Car, dit-il, la principale industrie agricole au Canada n'est pas celle du blé, mais bien celle du lait, avec 318 000 producteurs, 50 000 employés dans les industries connexes et une production moyenne évaluée à 200 millions de dollars. « Si nous ajoutons les chefs de famille et les personnes à leur charge travaillant dans toutes les branches de cette industrie,

nous constatons que cela représente près de 17 % de la population totale du pays », avance-t-il. Pourtant, malgré le marasme qui frappe cette industrie, le gouvernement n'a pas cru bon d'établir un prix minimum pour les produits laitiers, comme il l'avait fait pour le blé et d'autres céréales. Le député de Shefford demande donc l'instauration d'une commission du lait, citant à l'appui de ce projet de larges extraits de la lettre pastorale collective de l'épiscopat de la province de Québec sur *Le problème rural au regard de la doctrine sociale de l'Église*. L'année suivante, alors que la surproduction fait tomber les prix des produits laitiers, le député Leclerc revient sur la question de la création d'un organisme régulateur des prix.

En février 1943, J.-H. Leclerc reprend la parole en Chambre pour parler « d'une autre classe qui mérite toute notre sympathie », les ouvriers des petites villes industrielles de la

Suite page 3

La Société Saint-Jean-Baptiste

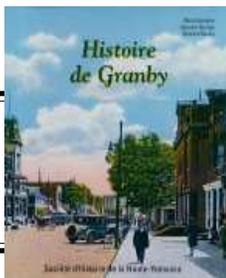
Pour la plupart des Québécois, le nom « Saint-Jean-Baptiste » est naturellement associé à la fête nationale et aux célébrations à saveur politique et patriotique qui l'accompagnent. Mais combien se souviennent que le nom du saint patron des Canadiens français a d'abord servi à identifier une association dont le but principal était de défendre les droits des francophones dans un Canada dominé par une classe politique anglophone ?

L'initiative de mettre sur pied une société nationale revient au journaliste et politicien patriote Ludger Duvernay qui, le 24 juin 1834, dans le cadre d'un banquet champêtre, réunit une soixantaine de compatriotes et fonde la première Société Saint-Jean-Baptiste au Canada. Le geste de Duvernay est rapidement imité et, en 1874, le Canada compte quarante sociétés du même nom et les États-Unis, vingt-huit. Dans notre région, celles de Farnham et de Saint-Césaire sont incorporées en 1885 ; bien qu'elles ne reçoivent leur charte qu'en 1887 et 1889, celles de Granby et de Waterloo sont actives depuis 1884.

La Société de bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-Granby voit le jour lors d'une réunion tenue le 18 mai 1884, dans la salle de l'école catholique. À cette occasion, les soixante-trois personnes présentes élisent l'homme d'affaires Louis Paré au poste de président, le notaire Joseph-Léopold Dozois agissant à titre de secrétaire de l'association. Huit ans à peine après sa fondation, la société de Granby se dote d'un local permanent en acquérant l'ancienne académie, au coin des rues Dufferin et Victoria.

Au fil des ans, la société Saint-Jean-Baptiste de Granby organise les célébrations du 24 juin et, à certaines occasions, elle invite les sociétés des environs à se joindre à elle afin

Suite page 3



Histoire de Granby, un volume de 512 pages agré-
menté d'autant de photographies des lieux, des insti-
tutions, des entreprises et surtout des hommes et des
femmes qui ont fait Granby.

On peut se procurer le volume,
au prix de 45 \$, à la Société d'histoire de la Haute-
Yamaska, au 135 rue Principale à Granby, par envoi
postal et dans les librairies de Granby.



La chute de la rivière Mawcook près du pont de la route 137.
(Coll. Sylva Gousy)

Les vestiges en pierre d'une digue et d'un moulin, situés sur la rivière Mawcook à la hauteur de la route 137 et du 10^e Rang du canton de Granby, évoquent le lointain souvenir d'une petite agglomération à vocation industrielle qui connut une relative prospérité au cours des années 1860-1890.

Les frères Henry D. et Stephen L. Hungerford et John Darrel sont les premiers à s'établir à Mawcook, vers 1833. Cherchant à exploiter la chute d'eau qui s'y trouve, J. Darrel y aurait bâti le premier moulin. À cette époque, la richesse des ressources forestières et la disponibilité de l'énergie hydraulique font des Cantons-de-l'Est une région très propice au développement de deux industries alors en pleine expansion : le bois de construction et le tannage de cuir.

Mawcook, un hameau disparu

La croissance de l'industrie du sciage est occasionnée par une forte demande tant sur le marché intérieur qu'extérieur, surtout américain dans ce dernier cas. Les faibles investissements requis pour la construction d'un moulin à scie favorisent la multiplication de ces établissements selon l'abondance de la ressource ligneuse. Ainsi, dans les années 1850, l'épuisement des forêts dans la région de la baie Missisquoi oblige le déplacement du gros des activités forestières vers Farnham, Granby et Acton, où, en 1871, on dénombre 55 scieries, dont cinq dans le hameau de Mawcook.

À la même époque, l'industrie de la chaussure, surtout installée dans les grandes villes comme Montréal et Québec, est en pleine expansion. Cette activité industrielle réclame une quantité phénoménale de cuir, une demande qui se traduit par la multiplication des tanneries au Québec. C'est l'abondance des forêts de pruche qui motive le choix des investisseurs de s'installer en région. En effet, l'écorce de pruche, de laquelle on extrait le tanin, une substance qui empêche le pourrissement des peaux, est un élément essentiel au procédé de tannage.

Contrairement aux moulins à scie, les tanneries exigent des investissements considérables dans les bâtiments et la machinerie (moulin à broyer l'écorce, machines à fendre, presses,

cuves, pompes et fourneaux, entre autres équipements) ; de plus, le processus de production s'étire sur une longue période, parfois jusqu'à cent vingt jours. En région, ce sont les frères Shaw, des Américains du Massachusetts, qui seront les principaux investisseurs. Ces derniers acquièrent ou construisent des tanneries à Roxton Falls (1858-1859), Waterloo (1864), Mawcook (1871-1872), Warden et Adamsville (1882), contrôlant jusqu'aux deux tiers de la production régionale de cuir à semelles, l'unique production de ces grandes industries. Cette activité reste vigoureuse jusqu'au milieu des années 1880, quand l'extinction rapide du bois de pruche, l'encombrement des marchés et la concurrence des cuirs américains incitent les investisseurs à s'en détourner. Ainsi, dès 1883, les Shaw ferment leurs tanneries de Waterloo, de Warden et d'Adamsville et concentrent leurs activités en Ontario.

L'industrie du bois de sciage et celle du tannage ont fortement marqué le développement du hameau. Au prochain numéro, nous traiterons de ce qui constitue Mawcook à cette époque et de l'influence de cette conjoncture économique sur son développement.

René Beaudin

Le premier hôtel de ville-marché de Waterloo

Bien avant la venue des supermarchés, le marché public de village était souvent un des seuls endroits où l'on pouvait se procurer des denrées fraîches. En maints endroits, comme à Acton Vale, Saint-Hyacinthe et Waterloo, l'administration municipale et le marché se côtoyaient dans un même édifice : les étals des marchands étaient aménagés au rez-de-chaussée alors que les administrateurs municipaux occupaient l'étage.

Le 12 avril 1869, un groupe de citoyens de Waterloo présente une pétition au conseil municipal pour lui demander d'accepter d'inclure une place de marché public dans le projet de construction d'un hôtel de ville sur un terrain donné par C. N. Trudeau. Le conseil approuve la proposition et confie à W. O. Lawrence la responsabilité de tracer les plans de l'édifice.

Le 1^{er} mai 1870, un appel d'offres est publié dans le *Waterloo Advertiser* et, un peu plus de deux mois plus tard, le conseil municipal retient les services de l'entrepreneur Horace Dawson. Ce dernier exécute la construction de l'édifice en brique pour un peu moins de 5 000 \$. Le nouvel hôtel de ville-marché est complété au mois de mai 1871.

La présence d'un marché public permanent dans le village de Waterloo conduit à

l'adoption de règlements qui visent à assurer son bon fonctionnement et la salubrité des fruits et légumes, de la viande et des volailles – dindes, oies, canards – mis en vente sur le site. S'il interdit à quiconque de vendre des produits alimentaires dans les rues, le conseil s'assure malgré tout de limiter la compétition directe avec les commerçants établis en leur laissant le droit de vendre des produits tels que le beurre, les œufs, le porc salé, les fruits et les légumes.

Grâce à l'espace disponible et à sa situation au rez-de-chaussée de l'immeuble, qui protège les marchands et leurs produits des intempéries, le marché public de Waterloo est ouvert trois jours par semaine, soit les mardis, les jeudis et les samedis, et ce à longueur d'année. La gestion du marché est assurée par un clerc, nommé par le conseil municipal, à qui incombe la responsabilité de faire appliquer les règlements généraux qui régissent les pratiques autorisées et de veiller à l'exactitude des poids et mesures. Le clerc doit aussi s'assurer que les produits répondent aux normes d'hygiène et qu'aucun animal ne soit abattu sur place, en plus de s'occuper de la gestion des revenus provenant de la location des étals aux marchands.

Les règles qui régissent l'attribution des étals diffèrent selon qu'il s'agit de produits sai-



Le marché occupait le rez-de-chaussée et l'hôtel de ville l'étage. (Coll. Denis Cloutier, SHHY)

sonniers ou de boucherie. Dans ce dernier cas, les étals sont mis à l'encan chaque année, au mois de mai, alors que ceux qui font des affaires à l'extérieur de l'édifice se voient assigner, moyennant un prix de location, un espace pour la saison.

Dans le but de préserver la vocation commerciale des lieux, les encans ainsi que la vente de produits comme les attelages, les bottes et les souliers, le vin et les spiritueux, de même que les jeux de hasard étaient interdits sur le site durant les jours de marché.

La concurrence féroce des nouveaux géants de l'alimentation et la désuétude de l'édifice ont entraîné sa démolition au cours des années 1950. L'emplacement a toutefois conservé sa vocation publique en devenant un parc municipal.

Chantal Lefebvre

Le Musée des beaux-arts de Granby

C'est depuis 1914 que la Galerie Nationale du Canada, aujourd'hui le Musée des beaux-arts du Canada, finance un programme d'exposition itinérante afin de promouvoir les arts à travers tout le pays ; à la fin des années 1940, l'ouverture de musées municipaux et régionaux devient un des objectifs de l'organisme fédéral. Saisissant l'occasion au vol, le maire Horace Boivin, soutenu par un groupe d'individus bien connus à Granby, met sur pied un projet de centre d'exposition en arts visuels, en partenariat avec la Galerie Nationale. Et c'est en juin 1950 que le Musée des beaux-arts de Granby – Granby Museum of Fine Arts ouvre finalement ses portes.

Pendant les cinq premières années de son existence, c'est dans deux salles de l'hôtel de ville que le musée présente ses trente-huit expositions. Grandement impliquée au sein du musée, la Galerie Nationale en organise une quinzaine surtout consacrées à l'art canadien, conformément à son mandat, mais elle présente aussi deux expositions de reproductions d'œuvres de Van Gogh, Cézanne, Gauguin et Renoir. Parmi les autres organismes participants, le Royal Canadian Academy offre aux citoyens de Granby quelques expositions itinérantes. Le Musée des beaux-arts de Granby devient ainsi un point de ralliement pour les œuvres de plusieurs grands artistes canadiens, comme James Wilson Morrice, Paul-Émile Borduas, David Brown Milne, Ozias Leduc et Emily Carr, pour ne nommer que ceux-là.

Cependant, les conditions muséales offertes par l'hôtel de ville sont loin d'être

adéquates : « Plusieurs œuvres du musée local ne donnent qu'une idée très imparfaite du peintre, la salle est exiguë, inadéquatement éclairée », peut-on lire dans *La Voix de l'Est*. Conscients de ces graves lacunes, les représentants du musée et de la Ville de Granby profitent, en 1954, du déménagement du bureau de poste pour acquérir l'édifice et y emménager le musée. L'édifice, nommé « Maison des arts », est inauguré en 1955 par le gouverneur général Vincent Massey ; il héberge, en plus du musée, la bibliothèque municipale, le service des loisirs, une troupe de théâtre et un cercle littéraire.

Installé dans ses nouveaux locaux, le musée expose pour la première fois les œuvres abstraites d'un groupe montréalais formé, entre autres, de Jean-Paul Mousseau, Rita Letendre, Paterson Ewen, Ulysse Comtois et Fernand Leduc. Mais l'avant-gardisme de ces artistes ne plaît guère aux visiteurs et la direction du musée préfère retourner à la présentation de peintures figuratives d'artistes canadiens connus, comme le Groupe des Sept ou la Relève de Montréal. Bien entendu, on réserve une place de choix aux œuvres des artistes locaux et régionaux. D'ailleurs, le musée ne présente pas seulement des expositions de peinture, mais aussi des céramiques, des photographies, des sérigraphies, des pièces d'orfèvrerie et de la tapisserie.

Pendant plus d'une décennie, les administrateurs et les bénévoles du Musée des beaux-arts de Granby feront tout en leur pouvoir pour



Mme Elisabeth Miner Lubecki, présidente du Musée des beaux-arts de Granby, en compagnie de M. Claude Picher, agent de liaison de la Galerie nationale à Ottawa, lors d'une exposition de peintres canadiens. Le tableau est de James Wilson Morrice.

(*La Voix de l'Est*, 2 novembre 1959)

que l'art devienne accessible au plus grand nombre. Malheureusement, en 1962, le musée perd sa directrice générale, au moment même où la Ville annonce son intention de déménager afin de reloger la bibliothèque. On propose alors au musée de retourner exposer à l'hôtel de ville, ce qui éviterait à la municipalité des frais de sa relocalisation. Cette cascade d'événements malheureux a tôt fait d'éteindre la bonne volonté des bénévoles et l'intérêt de la population. C'est ainsi qu'après douze ans d'activité, plus de 90 expositions et des milliers de visiteurs, le Musée des beaux-arts de Granby fermait définitivement ses portes.

Les informations sont tirées de Claude Gibault, *Histoire du Musée des beaux-arts de Granby / Granby Museum of Fine Arts, 1950-1962*, Montréal, Département d'histoire de l'art, 1995, 35 p.

Marie-Christine Bonneau

J. H. Leclerc (suite)

province de Québec, et de Granby en particulier, « où les salaires sont gelés au plus bas niveau de toutes les provinces industrielles du pays ». À cette occasion, il dénonce, sans la nommer, une industrie de Granby qui, après avoir obtenu des contrats de guerre, qui sont accompagnés de normes salariales plus élevées, aurait séparé son usine en deux parties, au moyen de toiles, afin de ne pas payer des salaires uniformes à tous ses employés.

« Lorsque certains patrons font des profits considérables et qu'ils ne veulent pas payer à leurs ouvriers des salaires qui leur permettent de loger, de nourrir et de vêtir leur femme et leurs enfants d'une manière convenable, ces ouvriers sont condamnés à l'esclavage économique. La faiblesse de notre régime provient du déséquilibre entre les conditions sociales des travailleurs et les maîtres de l'industrie; l'économie capitaliste basée sur la recherche des profits individuels va à l'encontre de l'égalité fraternelle où l'on voudrait tenir le peuple. »

Le député de Shefford, J.-H. Leclerc, à la Chambre des Communes, le 10 février 1943.

Maurice Harvey

La Société... (suite)

de donner plus d'éclat à l'événement. Ce fut le cas lors de la convention régionale de 1886 alors que les membres de la société de Waterloo ont paradé sur la rue Principale.

Non seulement le mouvement patriotique s'était-il donné pour mandat de stimuler la ferveur nationaliste des Canadiens français, mais il agissait aussi à titre d'organisme de bienfaisance et de secours mutuel. Dans un numéro spécial de *L'Écho de Granby*, publié en 1909 pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du chapitre de Granby, le notaire Dozois écrit que l'organisme, qui compte alors 400 membres, avait versé depuis sa fondation « 9 000 \$ à ses membres malades et 7 000 \$ aux familles de membres décédés ».

Avec la Révolution tranquille, les formes qu'emprunte le nationalisme québécois tendent à se modifier, à s'éloigner des sentiers traditionnels aux relents ethniques et religieux pour s'orienter vers un nationalisme civique, plus confiant en ses moyens et en son identité. Ainsi, en 1971, à l'instar de la plupart des Sociétés Saint-Jean-Baptiste implantées en région, celle de Granby doit céder sa place à la Société nationale des Québécois, qui à son tour sera rempla-

cée par le Mouvement national des Québécois. Aujourd'hui encore, un monument érigé dans le parc Miner, en 1934, rend hommage à ceux qui « ont soutenu notre foi, notre langue et nos droits » au sein du grand mouvement Saint-Jean-Baptiste.

Richard Racine

L'historien régional

Bulletin de la
Société d'histoire de la Haute-Yamaska
135, rue Principale
Granby (Québec) J2G 2V1
Téléphone : (450) 372-4500
Télécopieur : (450) 372-9904
Site Internet : <http://www.shhy.org>
Courriel : info@shhy.org
ISBN 2-9807338-1-4
ISSN 1708-7023
© Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Heures d'ouverture :
lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9 h à 17 h
mercredi de 9 h à 21 h.
Carte de membre : 25 \$
Frais de recherche pour les non-membres : 5 \$

Généalogie

Notre bibliothèque spécialisée en généalogie s'est enrichie de nouvelles sources d'information. Nous avons fait l'acquisition des répertoires de mariages pour les comtés de Terrebonne et l'Assomption ainsi que les transcriptions d'actes de baptêmes, sur microfiches, de plusieurs paroisses du Rhode Island.

Une fondation pour la Société d'histoire de la Haute-Yamaska

Depuis le 11 mars dernier, la Société d'histoire de la Haute-Yamaska a mis sur pied une fondation dans le but de promouvoir et de soutenir ses diverses activités. Est-il utile de rappeler que les membres de la Fondation agissent à titre bénévole et que l'organisme, tout comme la Société d'histoire, est sans but lucratif.

La Fondation peut recevoir des dons, des legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières et immobilières ; elle peut aussi administrer et gérer ces dons et contributions et organiser des campagnes de souscriptions dans le but de recueillir des fonds.

Nous espérons vous sensibiliser au bien-fondé de la Fondation en vous invitant à participer à certaines activités annuelles qui seront mises sur pied.

À bientôt,

Luc Racine

Les membres fondateurs sont Luc Racine, président ; Jean Marquis, vice-président ; Chantal Racine, secrétaire-trésorière ; Gilles Massé et Alain Revil, administrateurs.

Nouvelles brèves

Du nouveau dans nos archives :

Le **3^e impérial**, un centre d'essai en arts visuels, fête cette année son **20^e anniversaire** d'incorporation. Pour souligner l'événement et assurer la pérennité de ses nombreuses années de réalisations artistiques, la direction du Centre remettait à notre directeur général Richard Racine, lors d'une fête commémorative, divers documents (affiches, communiqués, publications) ainsi qu'une revue de presse des vingt dernières années.

Vous souvenez-vous de l'émission **La petite histoire de...** diffusée sur les ondes de CHEF radio au cours de l'année 1994 ? Les entrevues réalisées par **M. Gilles Dion** dans le cadre de cette émission, 216 au total, ont toutes été conservées et sont maintenant disponibles à nos bureaux.

Benoît Gaudreau, ancien journaliste

Omer Bienvenue et Céline Brien

Quand Omer Bienvenue ouvre sa boulangerie à Granby, en 1903, il n'en est pas à sa première expérience. Déjà, il est identifié comme boulanger au recensement du village de l'Ange-Gardien pour l'année 1891 et lors de l'achat d'un terrain sur la rue Saint-Georges, près de l'église paroissiale. Son père, Flavien Bienvenue, s'était installé au village après son mariage avec Émérance Gaucher, le 19 janvier 1857, l'année même de la fondation de la paroisse.

Omer, deuxième des six enfants survivants du couple Bienvenue-Gaucher, est né le 1^{er} juillet 1863 et a épousé Céline Brien, le 3 février 1885, à l'Ange-Gardien. Lui et son frère aîné, Delphis, ont choisi de demeurer à Granby tandis que leurs frères, Joseph-Arthur et François-Arthur, et leurs deux sœurs, Rose et Laura, ont préféré vivre en Nouvelle-Angleterre.

C'est donc en 1903 que le nom d'Omer Bienvenue apparaît pour la première fois dans les registres d'évaluation immobilière du village de Granby. Il est inscrit comme propriétaire d'un magasin général et d'une boulangerie, construits sur le terrain voisin de celui sur lequel se trouve le couvent des Sœurs de la Présentation. Cet emplacement, le lot 461, qui était auparavant la propriété d'un autre boulanger, un dénommé Richard Tétreault, est aujourd'hui occupé par les commerces Mari'Elle, La Mode des Petits et J. Comeau et Fils.

Huit ans plus tard, soit en 1911, il se sépare des commerces et se porte acquéreur d'un autre magasin, cette fois à l'angle des rues Saint-Joseph



La boulangerie Omer Bienvenue, 226, rue Principale à Granby, au début du XX^e siècle.
(Fonds Bernard A. Bienvenue, SHHY)

et Principale, qu'il vend à Hector Paré, en 1915.

Peu de temps après le décès de son épouse, survenu le 13 mars 1926, Omer Bienvenue, alors dans la soixantaine avancée, prend sa retraite, non sans avoir pratiqué divers métiers, dont celui de vendeur d'automobiles en 1917.

Les enfants de Omer Bienvenue et Céline Brien :

- Jos. Omer, marié à Aldéa Paré, le 20 avril 1909, à Granby ;
- Roméo, marié à Exilda Labrie, le 24 avril 1911, à Granby ;
- Blanche, mariée à Georges Hébert, le 9 septembre 1912, à Granby ;
- Aurore, mariée à John Gannon, le 10 décembre 1914, à Granby.

Jean Tétreault

sportif et ex-éditeur du *Samedi Express*, nous a fait don de nombreux documents textuels et photographiques qui témoignent de sa carrière et de la vie sportive en région.

M. Paul-O. Trépanier, qui ne cesse de nous étonner par la quantité et la qualité de ses archives personnelles, vient de nous céder l'esquisse du **Saint-Patrick**, réalisée par **Alfred Pelland**, qui orne l'ancienne école du même nom (édifice du 142, rue Dufferin, à Granby). Nous tenons à remercier tous les donateurs qui participent à assurer la conservation de l'héritage archivistique régional et national.

Fernand Guillette, un maître de la reproduction de machineries agricoles anciennes, expose ses réalisations dans nos vitrines durant tout l'été.

En tant que président du **Réseau des services d'archives privées du Québec**, Richard

Racine était invité, en mai dernier, par l'Association des archivistes du Québec à donner une conférence sur l'utilisation des nouvelles technologies dans les services régionaux d'archives.

Hafner, une usine de textile d'origine suisse, fête cette année son 50^e anniversaire de présence à Granby. En effet, c'est en 1954 que l'entreprise achetait l'édifice de la Verneys, rue Racine. Une recherche dans nos archives a permis de retracer des photos et des informations sur ces deux industries.

Le nouveau **conseil d'administration** de la Société d'histoire de la Haute-Yamaska, élu en avril dernier, est composé de Gilles A. Baron, président ; René Beaudin, vice-président ; Jean Marquis, trésorier ; Josée Audette, secrétaire ; Chantal Lefebvre, Luc Racine et Maurice Harvey, administrateurs.

Johanne Rochon